

Histoire postale ancienne du Québec

Cimon Morin, cactus007@videotron.ca

Les débuts de la poste à *Saint Johns*

En 1666, un premier fort en bois, le fort Saint-Jean, est érigé sur la rive de la rivière Richelieu à l'initiative d'Alexandre de Prouville de Tracy. Une première paroisse, Saint-Jean-l'Évangéliste, est fondée en 1667. Elle dessert le noyau urbain qui s'est constitué à l'intérieur des fortifications. Une première urbanisation à l'extérieur du fort se produit vers 1750, et le noyau villageois naissant est consolidé entre 1776 et 1786 par l'arrivée massive de loyalistes. Un faubourg se forme le long de la route menant à Chambly, et celui-ci est nommé *The Rookery*. À cette époque, déjà, nous y retrouvons tavernes, auberges, artisans et magasins.

L'activité portuaire est complétée, depuis 1776, par un chantier naval sur le site du fort. Plusieurs expéditions militaires contre les États-Unis partent de ce point. Par la suite, la vocation portuaire et commerciale de la rue Richelieu est confirmée par l'établissement progressif des institutions civiques plus à l'ouest, sur la seconde terrasse, près des actuelles rues Longueuil et Jacques-Cartier.



Plan de la rivière Richelieu entre Saint Johns (Dorchester) et Chambly avec les canaux proposés, préparé par John Adams, 1819. À gauche, en mortaise, vue agrandie de la section du fort de Saint-Jean [Fonds ministère des Terres et forêts, BAnQ]

La ville prend pleinement son essor au dix-neuvième siècle avec le développement des transports : les diligences en provenance de Montréal s'arrêtent aux hôtels de la rue Richelieu, un chemin s'ouvre vers les Cantons-de-l'Est en 1797 et un premier pont est construit sur le Richelieu en 1827, coin Saint-Charles et du Quai, remplaçant le service de traversier établi entre Saint-Jean et Iberville par les frères Mott dès 1797. Le commerce entre le Canada et les États-Unis provoque à Saint-Jean la construction du premier chemin de fer canadien en 1836, qui relie la ville à La Prairie, près de Montréal. Rappelons que le Richelieu relie Saint-Jean et New York par le biais du lac Champlain et de la rivière Hudson. En 1843, l'activité s'intensifie encore avec l'inauguration du canal de Chambly, qui rend le Richelieu navigable sur toute sa longueur. Montréal et Saint-Jean sont ensuite reliées aux États-Unis par voie ferroviaire dès 1853¹.

Une première mention de la poste passant par *Saint Johns* est évoquée dans un rapport de George Heriot le 8 octobre 1810. Il mentionne « *I shall now remark on what is set forth in the Memorial respecting the Post between Montreal and the States of America, which is said by the Memorialists,*

although not with geographical accuracy, to go to Saint John's on Lake Champlain. The Courier leaves Montreal on the Monday evening, passes indeed, through Saint Johns, a village situated on the banks of the river Chambly, about twenty miles from Montreal, on his way to Swanton in the United States. From the latter place he returns to Montreal on the Saturday, after a trip of a hundred and sixty miles with the last mail from Boston »².

Comme le mentionne Jacques Nolet dans son ouvrage sur Saint-Jean-sur-Richelieu³, après la conquête militaire de la Nouvelle-France, l'armée britannique déploie de nombreux soldats à la frontière canado-américaine afin d'assurer sa sécurité. Ces militaires furent déployés principalement à Sorel, Chambly, Saint-Jean et l'Île-aux-Noix. Lorsqu'au mois d'août 1812 les États-Unis d'Amérique déclarèrent la guerre à la Grande-Bretagne et à ses diverses colonies britanniques, l'armée britannique n'eut d'autres choix que d'augmenter la sécurité le long du Richelieu contre l'invasion américaine.

Dès 1781, plusieurs demandes avaient été faites à Hugh Finlay, premier administrateur de la poste, afin de desservir les militaires stationnées dans la vallée du Richelieu. Mais après plusieurs refus de ce dernier, c'est seulement sous l'administration de George Heriot que l'armée britannique organise son propre « système militaire » de communication postale dans les différents forts le long du Richelieu. C'est Daniel Sutherland, maître de poste de Montréal, qui administre ce service pour l'armée britannique. Il y avait donc, d'une part, une route postale militaire qui s'arrêtait au fort Saint-Jean avant l'ouverture officielle d'un bureau de poste à *Saint Johns*. Sutherland cesse ses activités de maître de poste militaire en décembre 1815⁴.

Deux mois plus tard, soit le 27 février 1816, George Heriot écrit au major C. Foster, secrétaire militaire à Québec et stipule « *I take this occasion to acquaint His Excellency the Commander of the Forces, that some time ago I established a Post twice a week between Montreal and Saint Johns, passing through Chambly, the courier to Swanton making a third post to Saint Johns. Very few letters, however, have yet been conveyed through that channel, as a Military Postman brings letters every day from Chambly and Saint Johns for Quebec, thereby rendering the Post unproductive and consequently an unnecessary expense to the Department* »⁵.

Dans le *Quebec Almanac*⁶ de 1813, on dénote une première mention du bureau de poste de *Saint Johns*. La malle pour le bureau de *Saint Johns* est transportée sur trois routes postales : celle de Montréal à Highgate aux États-Unis, celle de Montréal à Stanstead via *Saint Johns* et celle de William Henry à *Saint Johns*.

Tarification postale spéciale

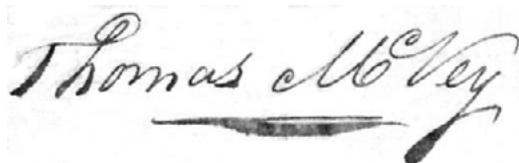
Saint Johns est situé à 207 milles de Québec et à 18 milles de Montréal. Le tarif postal des premières années aurait dû être de 11d vers Québec et de 4½d vers Montréal. Sur les 12 plis recensés, de 1815 à 1822, le tarif est de « 1N6 » pour Québec, de 1815 à mai 1818 et de « 1N » de juillet 1818 à novembre 1819 ; il est de 6d pour Montréal en 1816. Il semble que cette tarification spéciale, bien qu'appliquée sur les nouvelles routes postales lors de la période de Daniel

Sutherland, l'ait été aussi sous la période de George Heriot. C'est le même cas pour La Prairie, Hull, Drummondville.

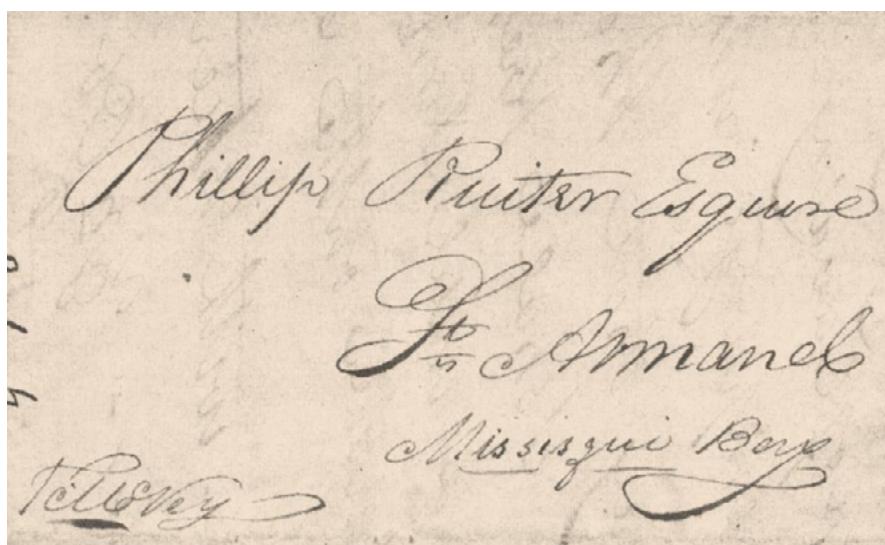
<i>Maitre de poste</i>	<i>Période</i>
Thomas McVey	[1812-1815]
Thomas Wright	11 avril 1815 - 30 juillet 1817
Louis Marchand	31 juillet 1817 - 1 ^{er} avril 1818
Pierre-Paul Démaray	2 avril 1818 - 5 janvier 1832
Curtis Pattee	6 janvier 1832 - 16 novembre 1837
William Alexander Osgood	17 novembre 1837 - 7 janvier 1847
	13 janvier 1847 - 3 août 1882

Thomas McVey

Thomas McVey est d'abord un militaire. Il est aussi marchand et juge de paix à *Saint Johns* de 1813 à 1820. En tant que militaire, le major McVey est responsable des casernes au fort Saint-Jean. Cette nomination date probablement de 1810 lorsque l'armée britannique décide de fortifier de nouveau le fort militaire.



Signature du maitre de poste Thomas McVey
[BAC, MG23-G3, vol. 1, p. 243]



Lettre datée du 3 juillet 1813 de Thomas McVey de Saint Johns à Philip Ruiter, St-Armand (Philipsburg)
[BAC, MG23-G3, vol. 1, n° 23]

démarche, il est associé avec Philip Ruiter de Saint-Armand (Philipsburg). Ce service particulier est offert principalement à la population de ces deux localités.

Nous n'avons pas de preuves que le bureau de poste de *Saint Johns* a été ouvert en 1812 si ce n'est la mention dans le *Quebec Almanac*. Dans une lettre écrite par le marchand Thomas McVey en juillet 1813, il mentionne à Philip Ruiter, futur maître de poste de Philipsburg, qu'il trouve onéreux de payer les services d'un courrier qui fait le trajet aller-retour de *Saint Johns* à Montréal. Dans cette

Notre hypothèse suppose qu'un bureau de poste « officiel » a été ouvert seulement à partir du 11 avril 1815 lorsque George Heriot ouvre une route postale entre Montréal et Swanton aux États-Unis et qu'il contracte Timothy Smith pour le transport des malles via le maître de poste de Montréal, Daniel Sutherland. Cette théorie est aussi appuyée par le fait que nous n'avons pu retracer de correspondance postale en provenance de *Saint Johns* avant le 1^{er} novembre 1815.

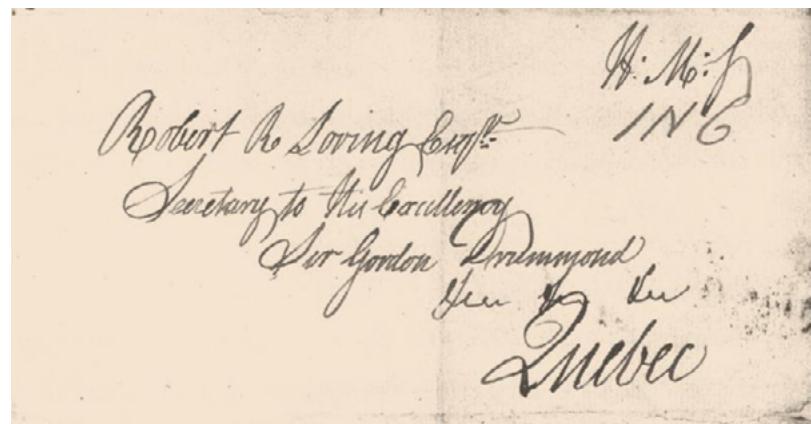
Le bureau de poste était soit situé dans l'enceinte du fort où travaillait déjà Thomas McVey ou soit à l'extérieur du fort au magasin général de Thomas McVey. Quoi qu'il en soit, ce dernier demeure maître de poste jusqu'en 1817. L'incendie du fort militaire de Saint-Jean en juillet 1817 lui permet de poursuivre sa carrière comme responsable des casernes au fort de l'Île-aux-Noix jusqu'en 1832. Il devient le maître de poste de l'Isle-aux-Noix en 1822 jusqu'à 1832.

Thomas McVey est probablement né en Angleterre et il a fait carrière comme militaire dans l'armée britannique. Il s'établit dans la région du Richelieu vers 1810. Selon Jacques Nolet, son épouse portait le nom d'Helen Hopkins et ils ont eu trois enfants nés à Saint-Jean entre 1815 et 1821⁸. Dans les archives du *Chambly St. Stephen Anglican Church*, on signale le décès de Thomas McVey en 1832.

Thomas Wright

Thomas Wright est nommé maître de poste de *Saint Johns* le 31 juillet 1817. Cette note provient du cahier des nominations que tenaient George Heriot et son successeur Daniel Sutherland⁹. Cette note est biffée et on mentionne « *dismissed* ». Nous supposons que le congédiement du maître de poste est en date de l'arrivée de son successeur Louis Marchand. C'est pourquoi nous favorisons la date du 1^{er} avril 1818.

Malheureusement nous n'avons trouvé aucune information historique sur cet individu.



Lettre de William Lindsay, datée du 1^{er} novembre 1815 utilisant le service de la poste (tarif spécial de 1N6) jusqu'à Québec
[BAC, RG4-A1, vol. 149, n° 1046]

Lower-Canada.		DANIEL SUTHERLAND, Esq. Deputy Post-Master-General for the Provinces of Upper and Lower-Canada, Nova-Scotia, New-Brunswick, and their Dependencies.	
Quebec	- - - -	Henry Cowan.	
Montreal	- - - -	James Williams.	
Three Rivers	- - - -	Edward Sills.	
Berthier	- - - -	Maxime Olivier.	
River du Loup,	- - - -	A. M. Dame.	
Wm. Henry,	- - - -	George Graves.	
St. Denis,	- - - -	Louis Guerout.	
Chambly,	- - - -	Isaac Germain.	
St. Johns,	- - - -	Thomas Wright.	
Drummondville,	- - - -	Thomas Whitehead.	
La Baye,	- - - -	Pierre Gouin,	
		E 2	

Mention de Thomas Wright dans le Quebec Almanach de 1818
[BAnQ]

Louis Marchand

Louis Marchand est né à Québec le 17 avril 1789. Il est le fils de Louis Marchand (1754 -) et de Françoise Roussel (1747-1834). Il est l'avant-dernier de sept enfants. Le 2 février 1815, il épouse Sarah Ann Woods (1801-1877) à Montréal. Au moins treize enfants naîtront de ce mariage entre 1815 et 1844.

D'abord négociant à Québec avec ses deux frères François et Gabriel, il s'installe à *Saint Johns* en 1816 avec son frère Gabriel. Louis Marchand est négociant dans le bois précieux destiné à la construction de navires et d'habitation. Ce bois est principalement destiné à l'exportation vers la Grande-Bretagne. Selon Jacques Nolet, il avait son comptoir commercial situé sur son propre quai sur la rivière Richelieu. Il est fort possible qu'il opère le bureau de poste à partir de cet endroit.

Louis Marchand fait aussi partie de la milice locale et il est lieutenant colonel en 1832. Il devient colonel de milice en 1840 jusqu'en 1860. Il est aussi franc-maçon dans la « Loge de Dorchester » (ancien nom de *Saint Johns*). Il décède le 2 août 1865 à Saint-Jean et est inhumé le 4 août dans l'église paroissiale Saint-Jean-l'Évangéliste¹⁰.

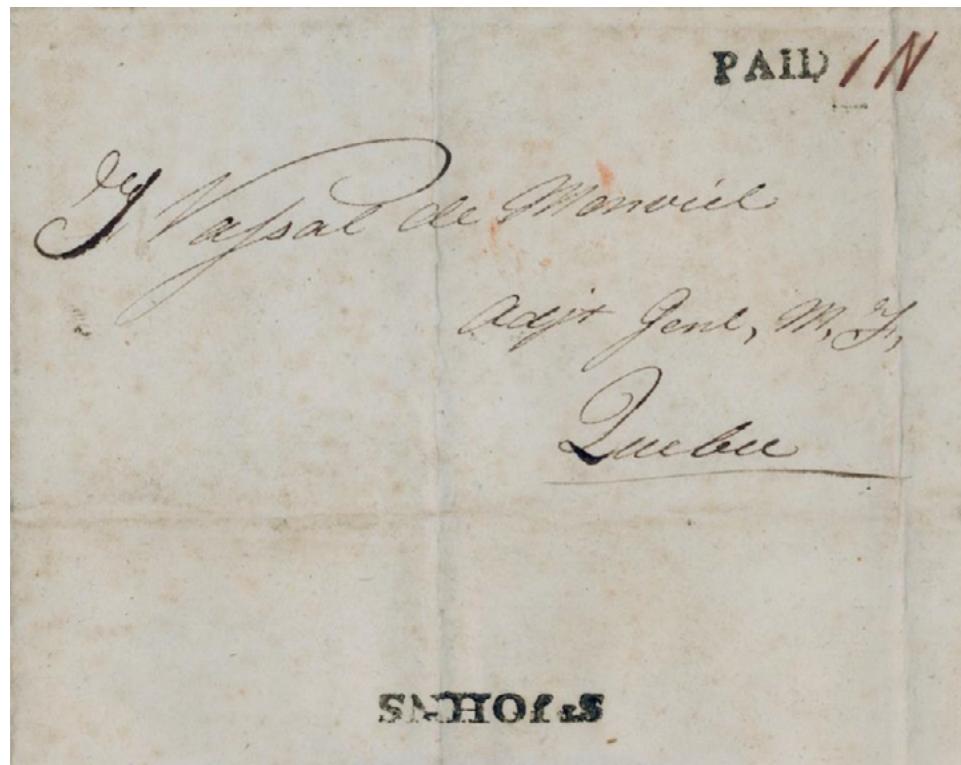
Louis Marchand est nommé maître de poste de *Saint Johns* le 2 avril 1818¹¹. Comme ses prédécesseurs, il obtiendra 20 % des sommes perçues à ce bureau en guise de salaire en plus d'obtenir la franchise postale. Le 14 juin 1826, il décline l'invitation d'être juge de paix à *Saint Johns*¹² car il ne se considère pas assez connaissant des lois régissant la justice au Bas-Canada. Il est démis de ses fonctions probablement en date du 5 janvier 1832 et remplacé par Pierre-Paul Démaray¹³.

Pendant cette période, Louis Marchand utilise trois marques postales différentes, soit la marque rectiligne (1819-1820), la marque manuscrite (1821-1829) et la marque petit cercle interrompu à empattements (1829-1832) :

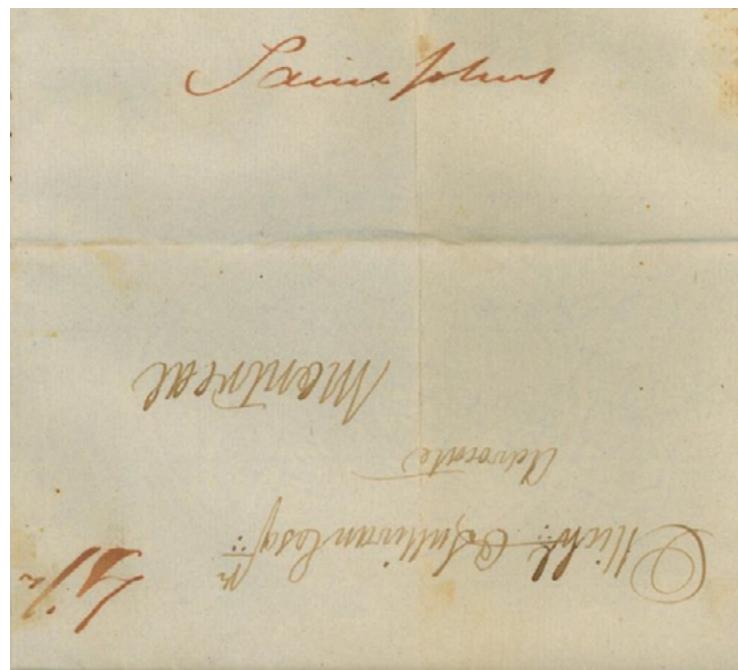
- Correspondance sans marque postale : recensé pour la période du 1^{er} mai au 1^{er} juillet 1818 (2 plis). Seulement une tarification spéciale à titre de marque postale.
- Marque rectiligne : recensé pour la période du 30 septembre 1819 au 8 septembre 1820 (5 plis).
- Marque manuscrite : recensé pour la période du 12 septembre 1821 au 22 mai 1829.
- Marque petit cercle interrompu à empattements : recensé pour la période du 17 septembre 1830 au 21 octobre 1831 (période totale de l'empreinte : 1829-1839)



Signature du maître de poste Louis Marchand
[BAC, RG4-A1, vol. 242, n° 456]



*Utilisation de la marque rectiligne « St JOHNS » et port payé « PAID » de Saint Johns avec la tarification spéciale en cours de « 1N » en date du 15 octobre 1819
[BAC, RG4-A1, vol. 189, n° 286]*



*Pli posté de Saint Johns le 12 septembre 1821 en direction de Montréal avec
marque manuscrite « Saint Johns » au verso
[BAC, Collection Anatole Walker, 1992-311]*

Pierre-Paul Démaray¹⁴

Pierre-Paul Démaray (s'écrit également Pierre Desmarais) est né le 8 octobre 1798 à Trois-Rivières et décède le 17 septembre 1854 à Saint-Jean. Il est le fils de Pierre Démarest, menuisier, et de Louise Patrie. Il est reçu notaire le 17 avril 1824 et ouvre son étude à Saint-Jean. Simultanément, il occupe de nombreuses commissions et charges publiques¹⁶. Il est l'un des fondateurs de la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste et le premier secrétaire-trésorier de la Fabrique de la paroisse en 1828. Les années suivantes, il occupe les postes de marguillier (1829), commissaire chargé de la construction de la route entre Saint-Jean et La Prairie (1831), responsable des petites causes (1832-1837), juge de paix (1833), lieutenant de milice dans le 3^e bataillon du comté de Chambly ainsi que maître de poste de 1832 à 1837¹⁷.



Pierre-Paul Démaray, notaire et maître de poste de Saint Johns.

[Source : Société historique et culturelle du Marigot. Signature : BAC¹⁵]

Signature du maître de poste Pierre-Paul Démaray
[BAC, MG24-B1, vol. 162, no 1360]

Le 2 novembre 1837, Démaray se démarque par son zèle pour la cause patriote lors de la rencontre qui a pour but de lever une souscription pour l'achat d'armes et de manuels contenant les commandements militaires pour l'exercice des habitants. Il participe également à de nombreux charivaris auprès d'officiers de milice et de justice bureaucrates¹⁸. Le 23 octobre 1837, il assiste à l'assemblée des Six-Comtés à Saint-Charles-sur-Richelieu et le 5 novembre il participe à celle de

Saint-Athanase (Iberville), où il propose une résolution demandant l'abolition de la tenure seigneuriale. Le lendemain, il démissionne de son poste de juge de paix et de celui de lieutenant de milice en guise de protestation contre l'administration du gouverneur Gosford.

Le 10 novembre 1837, il dirige un groupe de patriotes et encercle un peloton de cavalerie qui revenait de Saint-Athanase. Un coup de canon est tiré sur le pont reliant Saint-Jean et Saint-Athanase afin de ralentir leur marche. Colborne convainc le gouverneur Gosford qu'un complot est sur le point d'être mis à exécution par les patriotes afin de renverser le gouvernement. Le 17 novembre 1838, Démaray est l'un des premiers patriotes arrêtés pour avoir participé à l'assemblée de Saint-Charles par le *Royal Montreal Volunteer Cavalry*. Son arrestation était en somme un prétexte, car il était demeuré discret durant l'assemblée n'ayant pas pris la parole, ni proposé ou appuyé de résolution. Constitué prisonnier avec le Dr Joseph François Davignon, ils sont amenés à Montréal escorté de la cavalerie. Ce dernier racontera à Amédée Papineau les péripéties de leur arrestation : « En arrivant à l'hôtel Mott, j'y retrouvais M. Pierre-Paul Démaray, maître de poste, qui venait aussi d'être fait prisonnier. On nous déclara que l'on craignait que les habitants ne cherchassent à nous délivrer et l'on nous prévenait que si c'était le cas, on nous tuerait plutôt que de nous laisser échapper, selon les ordres qu'ils avaient reçus »¹⁹. À environ un mille de Longueuil, un groupe de patriotes, sous les ordres du bouchervillois

Bonaventure Viger, attaque la cavalerie, qui soumise au feu des patriotes, est contrainte de prendre la fuite. Les prisonniers sont libérés.

Cet engagement est considéré comme le premier acte de guerre des rébellions puisqu'il a donné lieu aux premiers coups de feu²⁰. Selon les sources, Démaray se réfugie à Plattsburgh²¹ ou à Keeseeville, État de New York. Le 6 décembre 1837, il est de retour dans la province, participe à la bataille de *Moore's Corners*, puis se réfugie de nouveau aux États-Unis. Le 12 décembre, Gosford émet une proclamation offrant une récompense de 400 \$ pour la capture de Démaray²². De retour au Bas-Canada à la suite d'une amnistie, il reprend le notariat le 9 mai 1841 à Saint-Jean. Il se lance en politique municipale et est élu premier maire de Saint-Jean-l'Évangéliste jusqu'à l'abolition de la municipalité de paroisse en 1847. Le 11 août 1851, il devient le troisième maire de la nouvelle municipalité²³.

Pierre-Paul Démaray devient le quatrième maître de poste de l'endroit en date du 6 janvier 1832. Démaray sera démis de ses fonctions de maître de poste le 16 novembre 1837 par T.A. Stayner, le grand responsable de la poste au Canada. Il sera immédiatement remplacé par Curtis Pattee, un sujet loyal de Sa Majesté.

Dans les années 1830, le bureau de poste de *Saint Johns* est le cinquième bureau de poste en importance au Bas-Canada après Stanstead. Les revenus de ce bureau pour 1832 à 1834 sont les suivants :

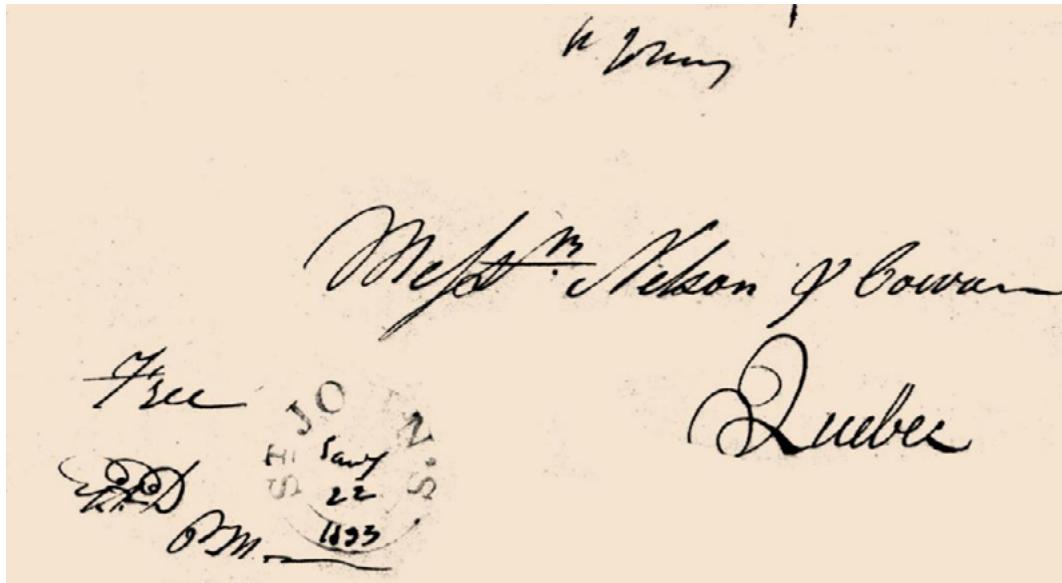
Bureau de poste de <i>Saint Johns</i> ²⁴			
	1832	1833	1834
Revenu total du bureau	86 £ 8s 2d	81 £ 18s 11d	89 £ 18s 8d
Salaire du maître de poste	28 £ 16s 8d	27 £ 10s 5d	29 £ 7s 7d

Il est aussi mentionné²⁵ que dans les années 1832-1834 que Pierre-Paul Démaray a aussi des assistants : J. Démaray et F.-B. Laperle.

Le 15 novembre 1837, le secrétaire civil Stephen Walcott écrit à T.A. Stayner et il lui demande de démettre Démaray de ses fonctions de maître de poste. La réponse de Stayner en date du 20 novembre confirme cette demande tout en l'avisant que dans la société canadienne-française les habitants sont tellement furieux contre le gouvernement qu'il est très difficile de trouver des personnes capables et responsables afin d'opérer le service de la poste²⁶.

Dans un rapport ultérieur et subséquemment aux troubles de 1837, Stayner écrit au ministre des Postes d'Angleterre et l'avise qu'il n'a jamais pu récupérer les sommes dues par Pierre-Paul Démaray, c'est-à-dire pour la période du 6 octobre au 16 novembre 1837, avant son départ du bureau de poste²⁷. Stayner conclut que même si l'on retrouve Démaray il doute qu'il puisse payer ses arriérés, car les circonstances de 1837-38 semblent avoir laissé Démaray dans une pauvreté certaine. De plus, il n'a jamais découvert qui avait payé son cautionnement lors de sa nomination à cause de l'incendie du bureau de poste principal en novembre 1841.

Pendant la durée de son mandat, le maître de poste a utilisé un seul tampon oblitérateur soit le petit cercle interrompu à empattements, utilisé de 1829 à 1839. Le tampon est presque toujours utilisé à l'encre rouge, mais il y a des exceptions aussi en vert, brun et bleu.



Correspondance envoyée par le maître de poste Pierre-Paul Démaray en franchise postale avec inscription « Free PPD PM ». Le tampon, petit cercle interrompu à empattements, est frappé à l'encre rouge et daté du 22 janvier 1833.

[Source : BAC, MG24-B1, vol. 162, n° 1360]

Curtis Pattee

Curtiss Pattee est né au début du XIXe siècle. Il s'est marié le 14 février 1829 avec Ann Mott (1804-1846). Le contrat de mariage a été réalisé par Pierre-Paul Démaray. De cette union sont nés sept enfants entre 1829 et 1843. Curtis Pattee est mort noyé le 7 janvier 1847 à *Saint Johns*²⁸.

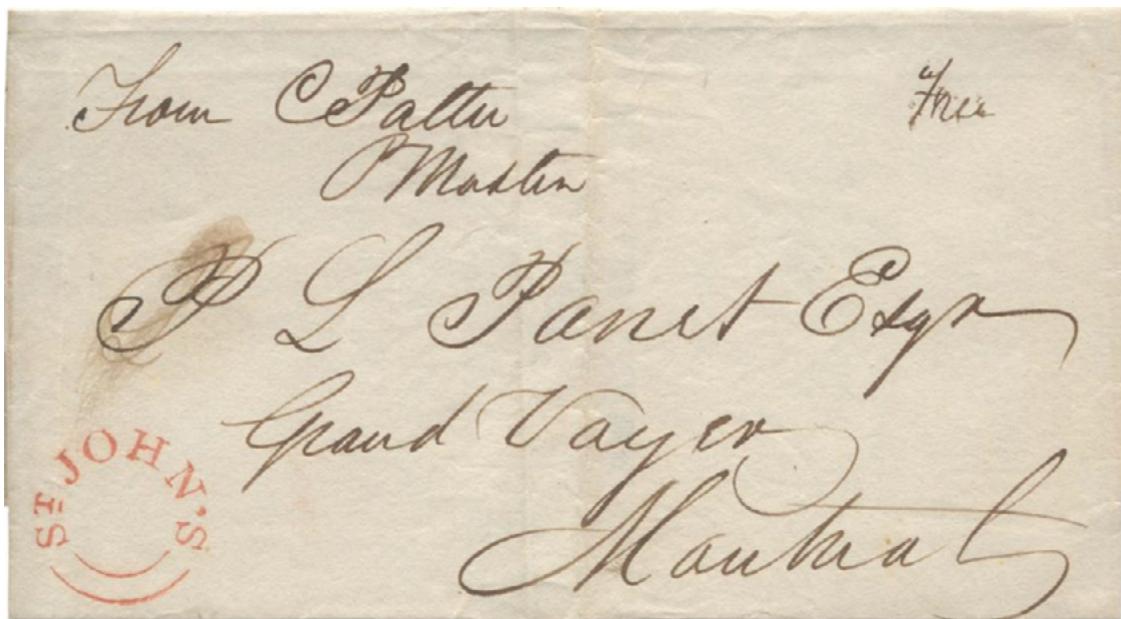
Pattee est un homme d'affaires prospère. Il s'associe avec son beau-frère Nelson Mott (1801-1870), l'un des plus importants marchands de cette localité, le 8 août 1834 et fonde la société *Mott & Pattee*. De 1842 à 1851, ce sont les malles-poste de la société *Mott & Pattee* (1842-1847) et de Nelson Mott (1847-1851) qui font le trajet de *Saint Johns* à Highgate aux États-Unis.

Curtis Pattee devient maître de poste le 17 novembre 1837. Son cautionnement est assuré par Ephraïm Mott et Jason C. Peirce de *Saint Johns*. Il mentionne le nom de son associé Nelson Mott comme son assistant²⁹.

Signature du maître de poste Curtis Pattee
[BAC, RG4-B52, vol. 4, n° 275]

Dans une première lettre datée du 20 novembre 1840 et envoyée à la commission sur la Poste, Pattee stipule que son salaire pour la période du 6 juillet 1839 au 5 juillet 1840 est de 60 £ 12s 6d., en plus d'un ajout de 3 £ 10s pour la papeterie postale. Le bureau de poste est situé dans son magasin et que c'est lui qui s'occupe de la poste, bien que son partenaire ainsi que trois commis agissent à titre d'assistants au besoin³⁰. Dans une seconde lettre, datée du 26 février 1841, Pattee mentionne qu'il envoie et reçoit environ 680 lettres en franchise postale par année et qu'il accepterait la somme de 15 £ en compensation s'il devait perdre ce privilège³¹.

Le 6 octobre 1843, le Canada adopte le système d'acheminement. *Saint Johns* devient un bureau d'acheminement (en anglais « *Forwarding system* »). Au lieu de préparer plusieurs envois pour chaque bureau, tout le courrier destiné au même bureau d'acheminement est préparé. Dans une note de service de T.A. Stayner au secrétaire du ministère des Postes à Londres, on mentionne que ce système d'acheminement sera une tâche colossale pour le bureau de *Saint Johns*. Il propose donc une augmentation de 40 £ par année pour ce bureau³².



Envoi du maître de poste Curtis Pattee « C. Pattee P. Master » en franchise postale « Free » avec utilisation du petit cercle interrompu à empattements
 [Collection Michael Rixon]

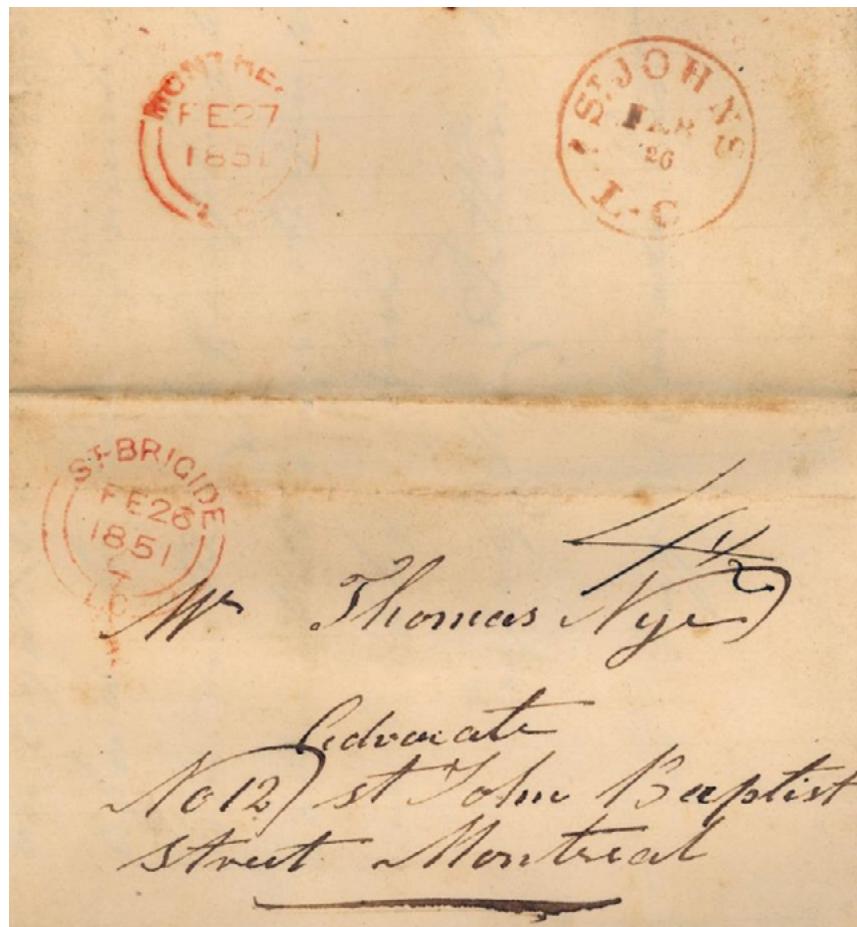
William Alexander Osgood

Le 12 janvier 1847, à la suite du décès de Curtis Pattee, Nelson Mott écrit au gouverneur afin de lui signaler le décès de Pattee et lui recommande William A. Osgood comme candidat au poste de maître de poste. Il ajoute à sa lettre une pétition des notables de la place favorisant cette démarche. Ce même jour, William H. Griffin, le député maître général de la poste par intérim, avise aussi le gouverneur du décès de Pattee et lui demande une nomination à ce poste pour lequel le titulaire devrait recevoir entre 80 £ et 90 £

Signature du maître de poste William A. Osgood
 [Registre de mariage, 23 février 1864]

par année en plus de 10 £ pour la papeterie – le tout représentant environ 20 % des sommes perçues au bureau de poste de *Saint Johns*³³. Le secrétaire provincial reçoit aussi une demande de James Davison, commis de classe 4 du bureau de poste de Montréal, pour ce même poste³⁴. Le 13 janvier, le gouverneur avise Nelson Mott et W.H. Griffin qu'il nomme William A. Osgood comme maître de poste de *Saint Johns*³⁵.

William A. Osgood est né à Hatley dans les Cantons-de-l'Est, le 26 décembre 1822. Il est le fils d'Alexander Osgood et de Maria Louisa Pattee. Il épouse Julia Cecilia Pierce (1837-1907) le 23 février 1864 à Saint-Jean. Ils auront deux filles. En 1848 et suite au décès de Curtis Pattee, il s'associe à son beau-frère Nelson Mott et fonde la firme *Mott & Osgood*. Il décède à Saint-Jean le 3 août 1882³⁶.



*Lettre en provenance de Ste-Brigide avec transit à Saint Johns vers Montréal
[BAC, Collection Anatole Walker, 1992-311]*

Marques postales de Saint Johns		
ST JOHNS	<i>Saint Johns</i>	
1819-1820 <i>BAC, RG4-A1, vol. 191, n° 297</i>	1821-1829 <i>BAC, MG24-B1, vol. 172, n° 1468</i>	1830-1839 <i>BAC, MG24-B1, vol. 172, n° 1764</i>
	PAID	FREES
1839-1854 <i>BAC, RG4-C1, vol. 24, n° 140</i>	1819-1849 <i>BAC, RG4-A1, vol. 189, n° 286</i>	1839-1841 <i>BAC, RG4-B52, vol. 4, n° 275</i>

Saint Johns - Moyenne du nombre de lettres reçues par semaine ³⁷							
1842	1843	1844	1845	1846	1847	1848	Moyenne
208	240	306	200	212	228	235	238

¹ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Saint-Jean-sur-Richelieu>

² BAC, MG44B, vol. 1, p. 127-128.

³ Jacques Nolet, *Historique du bureau postal de Saint-Jean-sur-Richelieu (1812-2012)*, Académie québécoise d'études philatéliques, 2017, 1697 p.

⁴ BAC, RG8-C1, vol. 284, p. 195-201a. Lettre de Daniel Sutherland au major de brigade Shekleton.

⁵ BAC, RG8-C1, vol. 284, p. 205-206.

⁶ *The Quebec Almanac and British American Royal Kalender, for the Year 1813*, J. Neilson, Québec, p. 69.

⁷ Jacques Nolet, op. cit., p. 250.

⁸ Jacques Nolet, op. cit., p. 252.

⁹ BAC, R3864, p. 75b.

¹⁰ Jacques Nolet, op. cit., p. 289-329.

¹¹ BAC, R3864, p. 75b

¹² BAC, RG4-A1, vol. 242, n° 456.

¹³ BAC, MG44B, vol 4, p. 5.

¹⁴ Publié par Michel Gagné et Cimon Morin sous le titre « La poste et les Rébellions de 1837-1838 : Pierre-Paul Démaray, maître de poste de St. John's (1832-1837) », *Bulletin d'histoire postale et de marcophilie*, n° 129, 2016, p. 26-30.

¹⁵ BAC, MG24, B1, vol. 162, n° 1360. Lettre de Pierre-Paul Démaray en date du 22 janvier 1833.

¹⁶ Gilles Laporte, *Patriotes et loyaux, [Leadership régional et mobilisation politique en 1837 et 1838]*, Septentrion, Sillery, 2004, p. 233.

¹⁷ Julien S. Mackay, *Notaires et patriotes 1837-1838*, Septentrion, Sillery, 2006, p.116.

-
- ¹⁸Alain Messier, *Dictionnaire encyclopédique et historique des patriotes 1837-1838*, Guérin, Montréal, 2002, p. 137.
- ¹⁹Jean Lamarre, *D'Avignon, médecin, patriote et nordiste*, VLB éditeur, Montréal, 2009, p. 24-25.
- ²⁰Julien S. Mackay, op. cit., p. 116-122.
- ²¹Julien S. Mackay, op. cit., p. 122.
- ²²Thomas Chapais, *Cours d'histoire du Canada*, tome 4 (1833-1841), Boréal Express, Trois-Rivières, 1972, p. 206.
- ²³Julien S. Mackay, op. cit., p. 123.
- ²⁴Département des Postes, *Second rapport du Comité spécial nommé pour s'enquérir de l'état actuel du Département des Postes, afin de porter un remède efficace aux défectuosités de son organisation et administration*, Appendice au XLV^e volume des *Journaux de la Chambre d'Assemblée de la province du Bas-Canada*, Appendice GG. 1836, sections 48-50.
- ²⁵Département des Postes, op. cit., sections 48-50.
- ²⁶BAC, RG4-A1, vol. 524. Lettre du 20 novembre 1837.
- ²⁷BAC, MG44B, vol. 34, p. 298. Lettre du 14 mars 1844.
- ²⁸Jacques Nolet, op. cit, p. 361-387.
- ²⁹BAC, MG44B, vol. 4, p. 547. *Rapport des Commissaires nommés pour faire une enquête sur les affaires du département des Postes*. Le rapport des commissaires est en date du 31 décembre 1841 et publié dans les *Journaux de la Chambre d'Assemblée*, annexe F, 1846, section D-16.
- ³⁰BAC, RG4-B52, vol. 4, n° 263.
- ³¹BAC, RG4-B52, vol. 4, n° 275.
- ³²BAC, MG44B, vol. 28, p. 234.
- ³³BAC, RG4-C1, vol. 177, rapport 93.
- ³⁴BAC, RG4-C1, vol. 177, rapport 94.
- ³⁵BAC, RG4-C1, vol. 177, rapport 95.
- ³⁶Jacques Nolet, op. cit, p. 389-421.
- ³⁷BAC, MG44B. Différents rapports statistiques trouvés dans les vols. 14 (1842) à 58 (1848).